PROCES VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 17 MAI 2017

L'an deux mille dix-sept, le 17 mai 2017 à 20 h, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Anne-Marie CANAL Maire,

Présents : AMOROS Martine, AUBERT Sophie, BONIKOWSKI Dolorès, CANAL Anne-Marie, MIR Jean-François, TAHIRI Naziha, VASSEUR Jacques, VANELLE Jacques, LEROUX Denis.

Absents : BATLLE Dominique, CHANDEYSSON Claudia, FABRE Christophe, MILHE Virginie, RUISSEAUX Matthieu.

Procurations : Néant

Date de la convocation : 12 mai 2017

Monsieur MIR Jean-François a été désigné secrétaire de séance.

Ouverture de la séance à 20h.

1- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 30 MARS 2017

Madame le Maire demande s'il y a des remarques concernant la rédaction du procès-verbal.

Pas de remarque.

Voté à l'unanimité.

2- APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR.

Une modification de l'ordre du jour est proposée.

Une délibération sera rajoutée concernant l'utilisation du domaine public par le nouveau restaurateur.

Elle sera intercalée après le point 3 elle portera le n°4 et décalera les autres.

Mme le maire procède à l'énumération de l'ordre du jour :

- 1- Approbation compte rendu séance du 30 mars 2017
- 2 - Approbation ordre du jour
- 3 - Bail commercial SARL au Lyon vert représenté par Monsieur ALBECQ Laurent
- 4 - Redevance domaine public SARL AU LYON VERT
- 5 - Convention PUP pour lotissement
- 6 - DM n° 1
- 7 - Actualisation du tableau des effectifs
- 8 - Frais de scolarité / participation des communes
- 9 - Approbation de la modification des statuts du SYDEEL
- 10 - Indemnités de maire et des Adjointes
- 11 - Convention d'occupation temporaire du domaine public « Eco textile »
- 12 - Location appartement communal
- 13 - Installation algeco publicitaire
- 14 - Affiliation de IEPA « Barcarès Events » au centre de gestion 66
- 15 – Avenant convention agence postale
- 16 – Convention ACFI
- 17 – Mise en place R.I.F.S.E.E.P
- 18 - Questions diverses

Voté à l'unanimité

3- BAIL COMMERCIAL SARL AU LYON VERT

Madame le Maire donne des précisions par rapport à ce nouveau bail entre la commune de Marquixanes et le nouveau preneur du restaurant Mr ALBECQ qui est gérant de la société le Lyon Vert.

En effet il y a eu vente de fonds de commerce par Monsieur Miguel à la Société le Lyon Vert, suite à cela un nouveau bail est établi afin d'installer ce nouveau preneur dans le bâtiment loué par la commune et situé Avenue Roquefort.

Des précisions sont apportées compte tenu de cette reprise par un nouveau repreneur.

Le bail démarrera le 18 mai 2017 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 17 mai 2026.

Le montant du loyer est fixé à 1 000€ TTC mensuels.

Le 1^{er} étage qui est un appartement pourra ultérieurement être aménagé en chambres d'hébergement, à titre saisonnier, pour des personnes de passage.

Voté à l'unanimité

<i>BAIL COMMERCIAL SARL au LYON VERT</i>

Madame le Maire donne lecture du projet de bail à intervenir entre la SARL au LYON VERT représentée par Monsieur ALBECQ et la commune.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE le projet de bail présenté par Madame le Maire.

DECIDE DE LOUER le local commercial à la SARL au LYON VERT représentée par Monsieur ALBECQ Laurent à compter du 18 mai 2017 pour un loyer mensuel de 1 000.00 Euros

DONNE DELEGATION à Madame Le Maire pour effectuer les démarches nécessaires et signer toutes les pièces relatives à la mise en place du bail commercial entre la commune et Monsieur ALBECQ Laurent.

DONNE TOUT POUVOIR à Madame le Maire pour la signature de l'acte en l'étude de Maître MAFRAY

4- REDEVANCE DOMAINE PUBLIC SARL AU LYON VERT : TERRASSE ET JARDINET

Il s'agit d'acter l'utilisation du domaine public de la terrasse à l'avant de l'entrée du restaurant côté sud et de la mise à disposition du jardinet côté ouest.

La terrasse ainsi que le jardinet appartenant au domaine public et étant occupé par le restaurateur fait l'objet d'une redevance obligatoire ; il a été convenu en accord avec le preneur qu'elle sera de 100€ TTC mensuels.

Ceci est indépendant du bail lié au restaurant.

Voté à l'unanimité

REDEVANCE DOMAINE PUBLIC SARL AU LYON VERT

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal que suite à la délibération n° 020/2017 relative au bail commercial entre la commune et la SARL Au Lyon Vert représentée par Mr ALBECQ Laurent.

Il est dans l'intérêt de la commune, afin d'optimiser les dépendances de son domaine public communal, et donc de générer des ressources financières, mais aussi des habitants et des touristes venant résider temporairement sur le territoire communal, de pouvoir bénéficier d'un lieu au sein duquel ils peuvent se restaurer, notamment en période estivale.

La commune a été sollicitée par la SARL AU LYON VERT, laquelle se propose, de louer ce local afin d'y exploiter un commerce de restauration, voire d'y aménager des gîtes ruraux à l'étage, avec l'accord de la commune.

Celle-ci a présenté une demande dans laquelle elle détaille à la fois ses propositions d'exploitation et de commercialisation qu'elle se propose de fournir à la clientèle.

Par ailleurs, en application de l'article R 2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son alinéa 3, lequel renvoie à l'article R 2241-1 du code général des collectivités territoriales, seul le Maire est compétent pour délivrer les autorisations d'occupation et d'utilisation du domaine public communal.

Par ailleurs, la jurisprudence du Conseil d'Etat a récemment rappelé, dans un arrêt du 18 décembre 2015, qu'il appartenait au conseil municipal de délibérer sur les conditions générales d'administration et de gestion du domaine public communal, le Maire étant seul compétent pour délivrer les autorisations, ainsi que pour les retirer ou les abroger.

La procédure de publicité et de mise en concurrence, fixée par la nouvelle ordonnance du 19 avril 2017, n'entrera en vigueur qu'à compter du 1^{er} juillet 2017.

Ainsi, le Maire propose au conseil municipal de délibérer sur le principe tout d'abord de la location de la terrasse et mais également du jardinet qui jouxte le bâtiment plutôt que de conserver ce local vacant ou d'envisager sa cession.

Si le conseil municipal accepte de procéder à la location, comme par le passé, du local commercial et des dépendances du domaine public, Madame le Maire propose au conseil municipal de fixer le montant de la redevance qui serait due par la future locataire.

Le Maire propose compte tenu du montant qui est pratiqué sur les communes environnantes et des avantages de toutes natures procurés au preneur, de fixer le montant de la redevance mensuelle à la somme de 100 €TTC.

Enfin, le Maire rappelle qu'il appartient également au conseil municipal de délimiter les conditions substantielles de la location, et notamment sa durée.

Le Maire rappelle que compte tenu de la domanialité publique du bien, la durée totale de la mise à disposition du local ne peut excéder 17 années.

Il propose au conseil municipal de fixer la mise à disposition à une durée équivalente à celle du bail commercial, laquelle pourra être renouvelée.

compte tenu des éléments qui précèdent et après un large débat, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres, décide :

. D'autoriser l'occupation en vue d'une exploitation commerciale, de la terrasse et du jardinet située pour la terrasse à l'avant du restaurant et le jardinet jouxtant le bâtiment côté salle des fêtes (voir plan ci-joint) afin d'y exploiter un commerce de restauration

. De fixer la durée totale de cette occupation à une durée maximale de 09 ans,

. De fixer le montant de la redevance à la somme de 100 € TTC mensuels, laquelle pourra être indexée sur l'indice du coût de la construction, dans l'hypothèse où elle viendrait à être renouvelée,

. D'autoriser en tant que de besoin Madame le Maire à délivrer toutes les autorisations d'occupation du domaine public, dans la limite des conditions fixées ci-dessus.

5- CONVENTION PUP AVEC LE LOTISSEUR Gérard MOLINS

Le programme d'investissement résidentiel, de 16 maisons, sur le stade intercommunal est terminé et le promoteur, après avoir délibéré sur le Projet Urbain Partenarial sera en mesure de déposer le Permis d'aménager.

Il est prévu un PUP entre la commune et le promoteur concernant le réseau d'assainissement ; Ce réseau doit être modifié car le diamètre des sections n'est pas suffisant pour recevoir ces nouveaux habitants.

Le réseau est sur le domaine public en conséquence les travaux seraient normalement à la charge de la commune, toutefois une convention est passée afin que le coût des travaux soit pris en charge par le promoteur.

Le maître d'ouvrage est la mairie et à l'issue des travaux la convention PUP, prévoit que le lotisseur rembourse la commune.

Le montant des travaux s'élève à 9 633€ HT soit 11 559.60€ TTC devis Entreprise Jocaveil.

Voté à l'unanimité

SIGNATURE D'UNE CONVENTION PUP (Projet urbain Partenarial) Mr MOLINS

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que le projet urbain partenarial PUP (article L332-11-3 du code de l'urbanisme) est un mode de financement des équipements publics, par les constructeurs ou aménageurs.

Il s'agit donc du nouveau moyen pour la commune de mettre à la charge des personnes privées le coût des équipements publics nécessaires à la viabilisation des terrains de leur projet d'aménagement.

La compétence de signature d'un PUP appartient au maire de la commune (article R332-25-1 du code de l'urbanisme).

Suite au projet de Mr MOLINS sur le terrain situé en zone INA du Pos section B 294 qui ne bénéficie pas des équipements publics nécessaires, la convention PUP portera donc sur la réhabilitation du réseau public d'assainissement, sur une longueur de 75 mètres, sous l'emprise de la rue des Jardins.

Madame le Maire précise que la commune participera à hauteur 9 633.00 € HT soit 11 559.60 € TTC pour la réhabilitation du réseau public d'assainissement depuis la parcelle concernée, sur une longueur de 75 mètres.

Mr MOLINS Gérard s'engage à verser à la commune une participation financière correspondant au coût total de l'opération soit 9 633 € HT – 11 559.60 € TTC.

Madame le Maire rappelle que la présente convention sera annexée à toute demande de permis de construire future et surtout celle de permis d'aménager qui sera déposée par MR MOLINS.

*Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,
AUTORISE madame le Maire à signer la convention de PUP présentée,
AUTORISE Madame le Maire à assurer l'exécution de tout acte à intervenir à cet effet,
DONNE pouvoir à Madame le Maire de signer toutes pièces nécessaires à l'accomplissement des présentes.*

6- DM 1 VIREMENT ENTRE COMPTES

Il s'agit d'affecter 5€ dans le compte des subventions car le montant de la subvention à verser à la fondation du patrimoine est de 55€ alors que nous avons prévu 50€ au budget. Cette régularisation permettra de virer la somme exacte à la fondation.

Voté à l'unanimité

DECISION MODIFICATIVE N° 1 VIREMENT DE CREDITS

Madame le Maire indique qu'une subvention d'un montant de 50 € a été allouée à la fondation du patrimoine par délibération du 30 mars 2017 alors qu'il avait été décidé de verser 55 €.

Le conseil Municipal à l'unanimité

Décide de verser 5€ euros supplémentaire à la fondation du patrimoine et de procéder aux virements de crédits suivants.

<i>Désignation</i>	<i>Diminution Sur crédits ouverts</i>	<i>Augmentation de crédits</i>
<i>D 61558 entretien autres biens mobiliers</i>	<i>5.00</i>	
<i>D 6574 Sub. Fonct person. Droit privées</i>		<i>5.00</i>

7- ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS SUITE A LA MISE EN PLACE DES PARCOURS PROFESSIONNELS CARRIERES ET REMUNERATIONS :

Il s'agit de se conformer aux modifications réglementaires imposées par la Fonction Publique Territoriale et notamment de prendre acte des nouvelles dénominations des personnels administratifs.

Cela ne modifie pas les indices des fonctionnaires donc leur traitement, qui reste inchangé.

Voté à l'unanimité

**ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS SUITE A LA MISE EN ŒUVRE
DU PPCR**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu le protocole des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction publique Territoriale, et plus particulièrement sur les agents appartenant à la catégorie C,

CONSIDERANT la nécessité d'actualiser le tableau des effectifs de la collectivité ou de l'établissement à la date du 1^{er} janvier 2017 afin de prendre en compte les modifications réglementaires imposées par la nouvelle architecture des cadres d'emplois de la Fonction publique territoriale et notamment les nouvelles dénominations,

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- adopte le tableau des effectifs actualisé, tel que présenté ci-après et arrêté à la date du 1^{er} janvier 2017 :

Cadres d'emplois et grades : ancienne dénomination jusqu'au 31/12/16	Cadres d'emplois et grades : nouvelle dénomination au 01/01/17	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire
Cadre d'emplois		
Des adjoints administratifs		
adjoint administratif 1^{ère} classe	adjoint administratif principal 2^{ème} classe	1 poste à 35h
- adjoint administratif principal 2^{ème} classe	adjoint administratif principal 2^{ème} classe	1 poste à 35h
adjoint administratif principal 1^{ère} classe	adjoint administratif principal 1^{ère} classe	1 poste à 35h
adjoint administratif 2^{ème} classe	adjoint administratif	1 poste à 35h
Cadre d'emplois		
Des adjoints techniques		
adjoint technique principal 2^{ème} classe	adjoint technique principal 2^{ème} classe	2 postes à 35h
adjoint technique 1^{ère} classe	adjoint technique principal 2^{ème} classe	1 poste à 35h
adjoint technique 2^{ème} classe	adjoint technique	3 postes à 35h
Contractuels		
Adjoint administratif 2^{ème} classe	adjoint administratif	1 poste 17 h

8- FRAIS DE SCOLARITE

Madame le maire propose de relever le montant des frais de scolarités pour les enfants qui viennent de l'extérieur et dont les frais sont pris en charge par la commune du domicile.

La participation était de 300€ bien inférieur au montant pratiqué par l'intercommunalité qui va au minimum de 600 à 800€

Un montant de 600€ est proposé.

Il est bien précisé que cette somme n'est pas payée par les familles mais par la commune du domicile.

Voté à l'unanimité

FRAIS DE SCOLARITE / PARTICIPATION DES COMMUNES

Madame le Maire rappelle la délibération prise en 2014 concernant la participation des communes pour le montant des frais de scolarité des enfants qui sont scolarisés à l'école de Marquixanes et qui ne résident pas sur la commune. Cette participation était fixée à 300.00 Euros.

Madame le Maire indique qu'il n'y a pas eu d'augmentation depuis cette date et propose de porter cette participation à 600.00 Euros par enfant à compter de la rentrée scolaire 2017. Ce montant représente une participation pour les frais de fonctionnement et fournitures scolaires.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

ACCEPTE d'augmenter la participation

FIXE la participation à 600.00 Euros par enfant qui ne réside pas sur la commune à compter de la rentrée scolaire 2017.

9- MODIFICATION DES STATUTS DU SYDEEL 66

Le syndicat d'électricité des Pyrénées Orientales a délibéré dans sa majorité le 14 février 2017 pour changer de nom ; Il s'appelle désormais SYDEEL 66 des Pays Catalans.

Voté à l'unanimité

APPROBATION DE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES ET D'ELECTRICITE DES PYRENEES ORIENTALES (SYDEEL66)

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

Mme le Maire explique que le Comité syndical du Syndicat départemental d'Energies et d'Electricité des Pyrénées Orientales (SYDEEL66), dans sa séance du 14 Février 2017, a délibéré à la majorité en faveur d'une modification de ses statuts qui avaient été approuvés par arrêté préfectoral N° PREF/DCL/BCAI/2015271-0001 du 28 Septembre 2015.

Cette proposition de modification a pour but le changement du Nom du Syndicat dans l'article 1^{er} des statuts.

En effet, le SYDEEL66 est adhérent au groupement des Syndicats d'Energie sur le territoire de la grande région Occitanie. Cette entente entre les 13 syndicats a été entérinée lors de la signature de la convention le 02 Décembre dernier par les treize présidents du Territoire d'Energie Occitanie Pyrénées Méditerranée. A ce titre, une petite modification permettrait de marquer l'empreinte de notre département et ainsi de conserver et renforcer